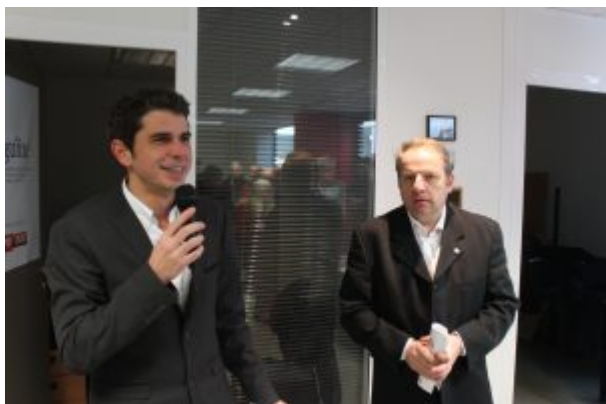


La Commune contre Versailles : Vœux 2017 du PCF Finistère



Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF Finistère et Xavier Compain, porte-parole des communistes bretons.

Tout d'abord, au nom du Conseil Départemental du PCF Finistère, merci à tous d'avoir bravé le froid et répondu présent, adhérents, élus du PCF, représentants syndicaux, associatifs, représentants des forces de gauche du département. Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin Xavier Compain, nouveau secrétaire régional et porte-parole du PCF Bretagne, candidat du Front de Gauche aux Régionales, membre de la direction nationale du Parti Communiste et animateur du pôle Agriculture-Pêche-Forêt. Nous avons voulu cette année, marquée par les campagnes présidentielle et législatives, par les périls liés au retour au pouvoir d'une droite radicale, ultra-libérale, et aux volontés de conquête d'une extrême-droite en embuscade, faire des vœux avec un fort contenu politique.



« La Commune contre Versailles : mobilisés contre la monarchie présidentielle ! »

Il y a exactement 224 ans, le 21 janvier 1793, était décapité le roi Louis XVI, redevenu Louis Capet, après un procès d'un mois à la Convention.

Le « *règne des préjugés serviles* », comme le disait Marat dans son compte rendu de la première comparution du roi devant la Convention, allait-il prendre fin définitivement ?

Était-il venu le temps de la souveraineté du peuple ? De la fin du despotisme et de l'assujettissement ?

L'histoire a bien montré que les choses n'étaient pas aussi simples, les différentes périodes de notre Ve République, et tout dernièrement les cinq ans du quinquennat Hollande, ont fait une nouvelle fois la démonstration que nos institutions et nos pratiques politiques relevaient encore d'une forme de **monarchie présidentielle**.

Ce n'est pas ces temps de campagne électorale et les fièvres narcissiques et idolâtres de la Présidentielle qui vont nous apporter de démenti. Où l'on voit des candidats auto-proclamés, persuadés de leur prédestination, habités par le sentiment de leur importance, je pense notamment à Macron, s'auto-produire en super-héros devant des milliers de fans qui vibrent au spectacle de la Providence revenue sur terre, et des médias qui, plutôt que de décortiquer les programmes et de les confronter, nous font assister au lever, au coucher, aux

parties de chasse et de frivolités des prétendants à la royauté entourés chacun de leur nuée de courtisans anxieux attendant d'une éventuelle victoire des avantages divers.

C'est Versailles !

C'est toujours Versailles... et la Commune qu'on assassine ! La Commune qui avait pris le dessus en 1792-1793, celle qu'on écrasa en 1871.



La faiblesse des politiciens soumis au capitalisme financier

Et pourtant, les Présidents semblent, à tout observateur sérieux, ne jamais avoir eu si peu de pouvoir de changer le cours des choses.

Faute à la réduction du pouvoir politique et économique de la France, qui n'est plus cette puissance internationale dont on redoute l'arrogance, à la mondialisation libérale, aux contraintes institutionnelles et monétaires de l'Europe, et surtout à ces nouvelles féodalités bien plus puissantes que les anciennes que constituent les Pouvoirs capitalistes : banques, sociétés d'assurance, milliardaires actionnaires de centaines de sociétés, de médias, comme Bernard ARNAUD, qui gagne 1 million d'euros par heure, ce qu'un salarié moyen mettra 50 ans à accumuler !

C'est cette perte de sens et de pouvoir du « Président-roi » qui fait que fonction présidentielle et ministérielle n'est

plus sacrée.

On gifle le premier ministre. On se moque du Président. On lui crache à la figure en pensée tous les matins.

C'est à cause de l'inefficacité tragique du pouvoir politique face à l'aggravation des problèmes qui minent notre société : désindustrialisation, chômage de masse, précarité, croissance des inégalités et de la pauvreté, souffrances au travail.



Le pouvoir du peuple passe par d'autres choix

Pour nous évidemment, cette inefficacité politique face au chômage, aux inégalités, à la dégradation des conditions de vie et de travail, n'est pas fatale, elle procède de choix politiques conscients et de longue durée visant à renforcer considérablement les Pouvoirs Capitalistes, et ce n'est pas une élection qui à elle seule peut changer le cours des choses, mais la prise de conscience des peuples, leur décision de ne plus subir, de ne plus accepter, et de s'organiser pour mettre en mouvement leur puissance transformatrice.

Mais le besoin de réponses urgentes à ces problèmes qui se métastasent dans notre société, créant de la brutalité, de la haine de soi et des autres, se retrouve aussi dans les espoirs immodérés, irrationnels, que l'on place dans l'avènement au pouvoir suprême d'une personnalité.

Eugène Pottier nous a pourtant prévenu dans les Paroles de l'Internationale, la Commune contre Versailles, disais-je :

« Il n'est pas de sauveurs suprêmes – Ni Dieu ni César ni Tribun – Producteurs sauvons-nous nous-mêmes ».

L'inversion du calendrier électoral par Lionel Jospin, le passage au Quinquennat, et le renoncement à toute forme de proportionnelle à l'élection législative, ont encore accentué le problème d'une toute puissance du Président dans la vie politique française, avec un gouvernement qui ne procède pas d'une majorité parlementaire, mais de son élection personnelle.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à des majorités parlementaires qui mangent dans la main du Président, qui subissent son agenda, le plus souvent non dévoilé pendant l'élection, issu de calculs et d'influences. On préside, on gouverne sans contrat, sans légitimité démocratique.

Les députés, comme les 10 députés du PCF et du Front de Gauche, proposent des lois de progrès social, on ne leur accorde pas la moindre attention. Le cœur de la majorité vote comme un seul homme, lié par une solidarité mécanique et d'intérêts, les dispositifs gouvernementaux les plus aberrants voulus au sommet de l'État.

Le 28 janvier, je serai, avec d'autres candidats aux Législatives du Parti Communiste, présent au rassemblement devant l'Assemblée Nationale, pour dire notre volonté et notre besoin d'en finir avec cette monarchie présidentielle, celle qui consiste à utiliser le 49-3 pour faire passer une loi de dérégulation du travail et de précarisation des travailleurs rejetée par 2/3 des Français et qui n'auraient pas trouvé de majorité de gauche au Parlement, celle qui permet de s'asseoir sur ses promesses de campagne en soumettant les besoins sociaux du pays aux règles du traité budgétaire européen austéritaire et libéral négocié par Merkel et Sarkozy, dépossédant ainsi le peuple du pouvoir de choix économique et budgétaire sans la moindre consultation populaire, celle qui redessine les collectivités et les régions françaises sans

veiller à ce que les citoyens aient leur mot à dire, celle qui envoie les syndicalistes et les salariés en lutte pour leurs emplois en justice, celle qui matraque et violente les jeunes engagés dans les combats sociaux et environnementaux, et protège les délinquants en col blanc, comme dernièrement Christine Lagarde, les évadés fiscaux, les corrompus du monde politique et économique, celle qui préserve et approfondit des inégalités sociales pour servir les intérêts d'une petite élite qui s'auto-congratule, s'auto-alimente, s'auto-distribue les places à responsabilité d'un bord et de l'autre de manière à ce que les intérêts de la finance et de l'oligarchie soient bien préservés malgré les alternances.

Oui, la Révolution reste au programme...



La Révolution est toujours d'actualité

Peut-être pas de l'histoire enseignée à l'Éducation Nationale, ou alors sous une forme momifiée, déchargée de sa dimension subversive. Mais au programme de notre temps !

Une révolution pour que le peuple cesse d'être méprisé, pour qu'il cesse d'abdiquer sa souveraineté et soit rétabli dans ses droits !

Une révolution démocratique qui permette de refonder notre démocratie politique et sociale, qui rende possible un nouveau « printemps pour notre république » pour reprendre le titre d'un essai stimulant et brillant de notre camarade marseillais Pierre Darhéville, candidat aux législatives lui aussi avec

Gaby Charroux.

Aujourd'hui, il y a urgence à dépersonnaliser nos institutions, à déprofessionnaliser la politique, à détechnocratiser la prise de décision. Il faut mettre fin au cumul des mandats dans le temps et en nombre comme à certain privilèges et rentes de situation des grands élus.

Mais surtout, si on veut réconcilier les citoyens avec la politique, il faut reconstruire une perspective de mieux vivre social par l'action collective, au lieu de la guerre de tous contre tous, de l'individualisme, du salut des plus débrouillards et de la compétition économique qui font aujourd'hui force de loi.

La Révolution sociale – et internationale – dans le régime de la propriété, de l'échange, de la production, des rapports internationaux, est toujours et plus que jamais au programme quand les 8 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, quand 10 % de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour, quand les 14 membres du cabinet Trump, soi-disant « *le candidat anti-système de la revanche des classes populaires contre les démocrates* », possède autant de richesse qu'un tiers des Américains et que les 60 Etats les plus pauvres de la Planète.

Certes, les expériences de révolution communiste ou socialiste au XXe siècle n'ont pas été des succès éblouissants, certes elles ont posé la question en leur fond du Pouvoir oppressif, certes le projet révolutionnaire est à réinventer, à reconstruire, tenant compte de l'affaiblissement sociologique du monde ouvrier, des défis écologiques, de la démocratie et du droit des individus et des minorités à disposer d'eux-mêmes, mais il serait mortifère de prétendre que notre société capitaliste, inégalitaire, oligarchique, est le dernier mot de l'espoir humain, de renoncer aux exigences de l'intérêt général et de la raison qui commandent de penser une

alternative à ce système qui assure la toute-puissance aux possédants, nourrit l'exploitation, l'intolérance, la peur et la haine de l'autre.

On fête aussi cette année les 100 ans de la Révolution d'Octobre, qui, dans la longue nuit de la première guerre mondiale, dans l'agonie des rêves internationalistes et de paix du mouvement ouvrier et socialiste, a permis le renouveau d'une appropriation populaire de la lutte politique et de l'espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation.

Les Partis Communistes, avec toutes les limites des modèles proposés qui n'en étaient pas et notamment de la sujétion à la dictature soviétique, ont servi dans l'histoire de notre pays et du monde de puissants moteurs aux combats démocratiques, féministes, anti-colonialistes, et aux conquêtes sociales.

Ils ont permis la constitution du peuple et des prolétaires en sujets politiques que l'on respecte et que l'on craint.

Ils ont fait de l'engagement politique autre chose qu'une lutte de pouvoir : un dévouement désintéressé et total, guidé par la soif de justice sociale, l'optimisme, et la foi, le goût de l'héroïsme ,

Un outil pour forger des solidarités concrètes, pour nourrir la fraternité et faire émerger la liberté dans la lutte, pour construire de l'égalité là où les dominations s'entretenaient avec plus ou moins d'apparences dissimulatrices.



Les communistes porteurs d'unité : le chemin des conquêtes sociales et démocratiques

On l'a redécouvert dernièrement avec le film de Gilles Perret « *La Sociale* » sur Ambroise Croizat et la naissance de la Sécurité Sociale, la France serait tout autre sans le Parti Communiste, son engagement dans le Front Populaire, la Résistance, la construction d'une République sociale à la libération, les mouvements populaires contre la guerre, la colonisation, pour le progrès social, sans l'horizon que l'utopie communiste a donné aux combats pour la dignité des travailleurs et des laissés pour compte.

Le Parti Communiste reste aujourd'hui essentiel pour placer la question du rassemblement populaire sur des contenus progressistes et émancipateurs au cœur de la Gauche.

Il reste indispensable à gauche pour allier refus des stratégies du pire et de l'accommodement devant les victoires de la droite et de l'extrême-droite, la préoccupation constante pour les améliorations concrètes de la condition des gens, mêmes modestes et partielles, dans les collectivités et le pays, avec le maintien d'une perspective révolutionnaire de remise en cause de la propriété capitaliste et de remplacement de ce système capitaliste basé sur la lutte des classes,

l'écrasement des classes subalternes, l'exploitation, l'individualisme forcené, qui produit des monstres comme la guerre, l'impérialisme et le fascisme.

Aujourd'hui, le Parti Communiste compte 120 000 adhérents, dont 56 000 adhérents à jour de cotisation. Dans le Finistère, dans notre vingtaine de sections, 600 adhérents à jour de cotisation, autour de 800 en comptant ceux qui ne le sont pas, et une trentaine d'élus.

Ce n'est pas rien.

C'est une force pour mobiliser la population sur des objectifs de récupération de ses droits, et d'abord de ses droits à l'écoute et à la parole, et sur des objectifs de progrès sociaux, démocratiques, économiques et écologiques.

Évidemment, cela ne suffit pas, et nous n'avons pas la prétention, quant à nous, de pouvoir peser sur le rapport de force tous seuls, ni de volonté hégémonique à gauche. Nous savons que même dans ces temps troublés et mouvants, on ne se projette pas en avant en faisant table rase complète du passé.

Aujourd'hui, nous savons que toute la gauche, à cause des victoires sociales, culturelles et idéologiques du capitalisme, du fait de 35 ans de politique néo-libérale, d'un manque de consistance du projet social-démocrate dans l'Europe et la mondialisation actuelle et d'un déclin et d'une crise du communisme qui remonte à 10-15 ans plus tôt, est en crise comme réalité institutionnelle, organisationnelle, et comme repère symbolique.

Tant le mot, l'étiquette et les idées ont été galvaudés, tout particulièrement ces dernières années.

Pour autant, pour nous, la gauche est encore une idée qui nous parle, qui renvoie à un socle de valeurs, à des référents historiques fondamentaux, à des clivages que l'on aurait tort

de jeter aux oubliettes de l'histoire.

Trois candidats qui ont le vent en poupe aux élections présidentielles, Macron, Le Pen et Mélenchon, se réclament publiquement de la volonté de dépasser le clivage droite-gauche, pour opposer citoyens, population laborieuse, et Élités, règne des Partis ou Système.

On prend ainsi exemple sur le fascisme des années 30 pour Marine Le Pen, sur le mouvement « 5 étoiles » italien ou sur Podémos, pour Macron et Mélenchon.

Il y a des effets d'opportunité et d'efficacité à attendre certainement du discrédit dans une partie de l'opinion des partis traditionnels, mais il y a aussi des dangers à nourrir l'idée que le clivage droite/gauche et les partis seraient obsolètes et de l'hypocrisie à le faire quand on en est en train d'en reformer, avec des pratiques très centralisatrices basées plus sur le pouvoir personnel que sur la démocratie militante.

Dans un contexte d'attaques inégalées contre le monde du travail en 2016, par un gouvernement dit de gauche, l'année des 80 ans du Front Populaire pourtant, le Parti Communiste a multiplié les initiatives depuis un an pour que 2017 puisse être une année où une alternative de gauche à l'austérité devienne une réalité.

En organisant « les lundis de la gauche », dès les premières semaines de 2016 pour faire converger la gauche qui ne partage pas le bilan de François Hollande, en déployant une grande consultation « *Que demande le peuple ?* » qui a permis de prendre le pouls du pays auprès de 400 000 personnes, en travaillant avec de nombreuses initiatives comme l'*Appel des 100*, au niveau national, le PCF a tout mis en œuvre pour que la gauche anti-austérité soit au deuxième tour de la présidentielle.

Et pour qu'un rassemblement de la gauche des contenus de

progrès déjoue le scénario mortifère d'un second tour Droite-Extrême-droite.

A l'heure de leur choix pour les Présidentielles, après des mois de débats de haute tenue et fraternel, malgré les avis tranchés, les doutes, tant la situation nous apparaissait minée, dangereuse et insatisfaisante, les adhérents communistes ont fait le choix souverain, avec une participation très forte à leur consultation interne, d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon mais aussi de poursuivre les efforts de rassemblement pour que cette candidature soit présente au deuxième tour et soit en capacité de remporter l'élection présidentielle.

Dans le Finistère, nous avons lancé un appel au rassemblement pour les élections législatives dès juillet sur la base de la constitution possible d'un socle programmatique commun dans la foulée de mois de mobilisations contre la loi travail, sur les enjeux environnements, les droits des migrants. Dans ce cadre, nous avons organisé 6 ou 7 rencontres bilatérales dans ce sens, qui n'ont malheureusement pas abouti jusqu'à présent à une volonté des autres – notamment d'EELV, du NPA, du Parti de Gauche et de France Insoumise- de faire du commun.



2017 : Nous sommes une majorité à vouloir le progrès social,

écologique et démocratique

Nous estimons qu'il est nécessaire et possible d'avoir des députés qui rejoignent les bancs du groupe du Front de Gauche, à condition de partir en campagne très vite et de proposer un large rassemblement.

Nous avons lancé notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour.

Les bas salaires, la pauvreté qui ne cesse de grandir, le chômage, la précarité toujours plus présente, les services publics qui dépérissent, nos industries malades, des actionnaires qui exigent toujours plus de dividendes au détriment de l'emploi : la France est malade de ces politiques d'austérité qui n'ont cessé de l'affaiblir.

Le temps du renoncement doit cesser, il est temps d'écrire une nouvelle page de l'histoire sociale, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, d'une nouvelle industrialisation de notre pays en un mot redonner l'espoir en un avenir meilleur.

Pour cela, il faut aussi que chacun prenne conscience de ses responsabilités et que l'on parvienne à rassembler la gauche d'alternative et de progrès.

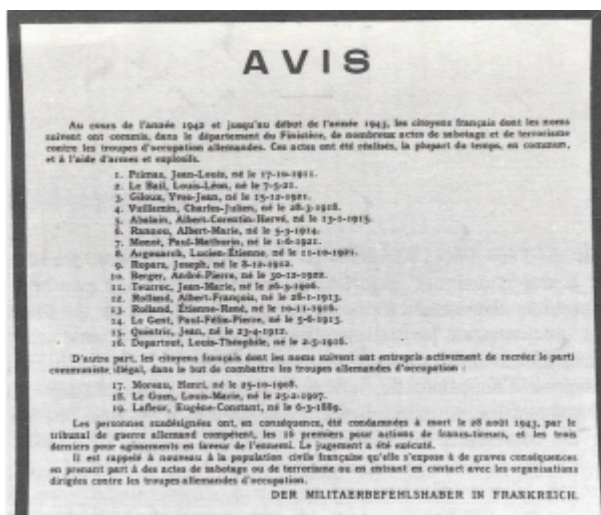
Je le dis comme je le pense, le choix de Mélenchon et de France Insoumise pour l'instant de refuser d'envisager des rassemblements aux législatives avec le PCF, leurs ex-partenaires du Front de Gauche, sur des bases autres qu'un ralliement et une soumission, est incompréhensible objectivement, irresponsable et irrespectueux.

Présenter des candidats France Insoumise contre les députés du Front de Gauche et du PCF, c'est faire le choix de la division à gauche, de l'affaiblissement du PCF pour créer une nouvelle

structure suivant l'agenda et les *desiderata* exclusifs de Mélenchon.

Nous ne laisserons pas accomplir ce projet mortifère pour la gauche et le pays.

Le PCF connaîtra son centenaire, dans les temps difficiles qui nous attendent probablement, il saura montrer qu'il reste une force qui attire la jeunesse qui rêve d'une autre société et veut s'organiser collectivement, une force militante de résistance et de mobilisation populaire sur laquelle la population et tout particulièrement les défenseurs de la démocratie, des idées républicaines, anti-racistes, de la Paix, de la justice sociale et de la paix, peuvent compter.



Le PCF, fidèle aux luttes passées, pour l'avenir d'une France en commun

Pour finir, je voudrais lire, pour rendre hommage à ces hommes de devoir à qui nous devons je crois une fidélité indéfectible aux rêves et espoirs qui leur ont permis de rester debout, la dernière lettre d'Albert Rannou.

Cette lettre fut retrouvée sous forme manuscrite tout récemment, parce qu'elle m'a été confiée par un sympathisant communiste de Pleyber-Christ. Elle a été écrite, juste avant son exécution, par Albert Rannou le 17 septembre 1943,

résistant communiste brestois, maçon de l'arsenal originaire de St Thégonnec, ancien des Brigades Internationales, fusillé au Mont Valérien avec André Berger et Henri Moreau, Joseph Ropars et Albert Abalain.



Fait à la Prison de Fresnes le 17 septembre 1943

« Cher Papa et chère Maman

Il est 11 heures moins le quart, on vient de nous prévenir qu'on va être fusillés à 16 heures. Je vais donc donner ma vie à la France, pour ma patrie que j'ai toujours aimée et pour laquelle j'ai combattu. Je meurs content car mon sacrifice (j'en ai la certitude) n'aura pas été vain. J'ai lutté durant ma courte existence pour le bonheur des travailleurs et pour que la paix règne en ce monde.

(censuré)

Mes chers parents, vous savez que je vous ai toujours aimés et que vous me le rendez bien ainsi qu'Yfic. Ça me fait une peine immense de vous quitter à jamais. Je ne sais comment vous exprimer toute ma gratitude pour ce que vous avez fait pour moi. Vous m'avez choyé depuis mon enfance jusqu'à ma dernière heure. Si quelquefois je vous ai fait de la peine, vous m'avez pardonné. Je n'oublie pas non plus ma belle-sœur. Grand-mère

et toute la famille auxquels vous voudrez bien envoyer mes amitiés dernières. Je pense à vous tous en ce moment qui est plus pénible pour vous que pour moi. Je viens de voir l'aumônier, j'ai refusé la communion. Donc aucun service religieux à mon intention. Mes amitiés aussi à tous les voisins et camarades, qu'ils sachent que j'ai fait mon devoir de Français et de communiste.

Papa, Maman, ma dernière pensée sera pour vous et pour mon frère. Je vous embrasse tous dans un même élan.

Soyez courageux.

Adieu tous.

Votre fils Albert.

Vive la France, Vive le parti communiste

Paix- Liberté- Justice »

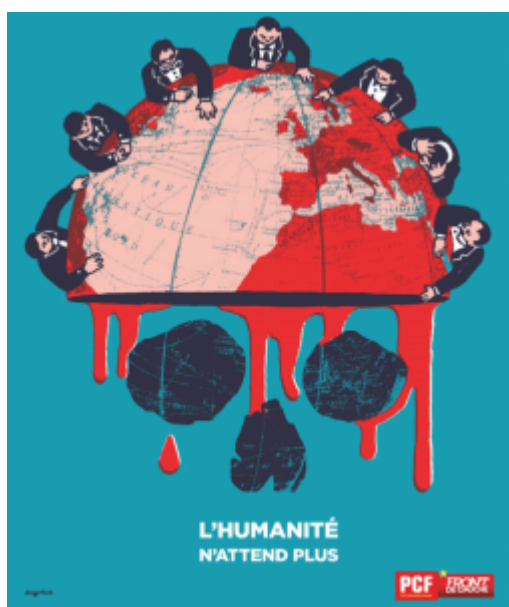


Suite à cela, **Xavier Compain, porte-parole régional du PCF**, a pris la parole pendant 20 minutes sur des thématiques complémentaires rattachées aux campagnes du PCF national et Bretagne: « *La Bretagne en commun pour le désarmement nucléaire, la relocalisation des revenus paysans, la revalorisation des salaires , l'accès à l'égalité des soins pour tou.te.s, la république et ses services publics dans tout les territoires, la solidarité internationale.* »

Phosphine à Brest : pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !

Déclaration de la section de Brest et de la fédération du Finistère du PCF

25 500 tonnes de maïs traitées à la phosphine et stockées dans le port de Brest : ce n'est pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !



Depuis bientôt un mois, 25 500 tonnes de maïs importées de Roumanie pour le compte du groupe breton Triskalia et destinées à l'alimentation animale, restent stockées dans le port de Brest en raison d'émanations toxiques résultant d'un traitement à la phosphine, **un pesticide extrêmement dangereux**

pouvant entraîner de graves conséquences neurologiques, respiratoires et cardiaques.

L'alerte a été donnée par les dockers de Brest et par des collectifs de soutien aux salariés victimes des pesticides, et des contrôles de services de l'État ont eu lieu, révélant que la teneur en gaz toxiques reste anormale.

Pourtant le représentant du préfet estime que ce n'est pas un sujet de santé publique !

Qu'en pensent les marins qui ont convoyé cette cargaison à haut risque ? Les dockers qui l'ont déchargée et selon lesquels il aurait suffi de respirer le gaz au-dessus de la cale pour « partir en un quart d'heure » ? Qu'en pensent les chauffeurs appelés à transporter ce chargement qui représente l'équivalent de 830 camions ? Et les ouvriers qui manipuleront ces produits toxiques dans leur usine, alors que plusieurs cas de graves contaminations par ces pesticides sont en cours de jugement depuis plusieurs années ?

Sans oublier les paysans qui recevront ce maïs pour leurs animaux, tout cela finissant dans la chaîne alimentaire et donc dans l'assiette du consommateur.

Dans l'immédiat, nous exigeons que toutes les précautions soient prises par les services de l'État pour surveiller et contrôler ces gaz toxiques, pour protéger la population de tout effet nocif, et que le maïs ne soit pas livré tant que la preuve de son innocuité ne sera pas apportée.

Il faut rechercher aussi les responsables de cette situation qui doivent assumer leurs responsabilités financières dans le coût de ces opérations, voire pénales s'il y a lieu.

Au-delà, ce triste épisode pose plusieurs questions de fond.

Il souligne avec force la nécessaire réorientation des pratiques agricoles. Il est urgent de tourner le dos à cette

agriculture intensive polluante qui s'est développée sous la pression de la finance, et d'engager une transition écologique vers une agriculture paysanne, relocalisée, permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail et aux consommateurs d'accéder à une alimentation saine et de qualité.

Est posée aussi la question de la protection des salariés au travail. Et l'on ne peut que s'inquiéter de la mise en application de la Loi Travail et des graves reculs qu'elle porte en matière de médecine du travail.

Enfin est mise en évidence une nouvelle fois l'importance pour la sécurité de la population de services publics de qualité. Or leur capacité à remplir leurs missions a déjà été affaiblie ces dernières années par les politiques d'austérité et certains candidats à la présidentielle ne cachent pas qu'ils ont fait le choix idéologique de les démanteler.

Sur tous ces terrains, les communistes et leurs élus sont et seront mobilisés, avec les salariés, avec les paysans, avec les citoyens, pour lutter contre les reculs sociaux et la mainmise de la finance, pour une société de progrès social et écologique, pour l'Humain d'abord.

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF

Jean-Paul Cam, secrétaire de section du PCF Brest

Yvonne Rainero, membre de la commission nationale santé du PCF et animatrice de la commission finistérienne santé-protection sociale du PCF

La France en commun : engagements du PCF pour 2017



Pour les classes populaires et moyennes la crise est une réalité quotidienne. Le chômage comme les inégalités explosent alors même que les profits des actionnaires et les salaires des grands patrons s'envolent. Les renoncements et les lois de régression sociale votées sous le quinquennat de François Hollande n'ont fait qu'aggraver la situation et ouvert la voie au retour d'une droite ultra-réactionnaire. Il est plus que temps de changer la donne.

En 2017, nous avons l'avenir de la France entre nos mains !

La droite a dorénavant son candidat : François Fillon. Son programme, mélange d'ultra-libéralisme et d'ultra-conservatisme, est d'une rare violence. Complaisant avec les plus aisés, le patronat et le monde de la finance, François Fillon s'attaque sans vergogne à nos droits sociaux, à notre pouvoir d'achat et aux plus fragilisés d'entre nous. Avec François Fillon c'est la régression sociale à tous les étages !

Pendant ce temps, le FN de Marine Le Pen continue son entreprise de manipulation. Pour lui, le problème n'est pas le

banquier, c'est l'immigré, le chômeur, le pauvre. Il n'est pas du côté des salariés. Comme la droite il prône la baisse des dépenses publiques, autrement dit le recul des services publics. La France du FN est celle du repli nationaliste et de la division.

Pour nous, ce sera toujours l'Humain d'abord ! Les communistes se lancent dans la campagne avec la ferme volonté de faire émerger un grand mouvement à gauche pour une véritable politique de transformation sociale. Une autre politique est possible, celle du progrès social, du renforcement des services publics et de la démocratie. Chacun d'entre nous peut être l'acteur de ce changement en s'engageant. Nous voulons ouvrir la voie d'une nouvelle majorité populaire à gauche. C'est dans cet esprit que nous appelons à voter pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle et pour des candidatures de large rassemblement soutenues par le PCF dans toutes les circonscriptions pour les législatives.

Présidentielles et Législatives 2017: les principaux engagements du PCF

LA FRANCE EN COMMUN

I PRENDRE LE POUVOIR SUR LA FINANCE ET PARTAGER LES RICHESSES



PRENDRE LE POUVOIR SUR LES BANQUES

- Pôle public bancaire autour de la caisse des dépôts et consignations, de la banque publique d'investissement, de la banque postale, des banques mutualistes, avec nationalisation de BNP Paribas et de la Société Générale.
- Le droit pour les représentants des salariés de suspendre les plans de licenciement et d'imposer le financement par les banques de propositions alternatives.
- Fonds régionaux publics d'investissement finançant des projets en fonction de critères d'entreprises économiques, sociaux, écologiques.

AGIR CONTRE L'ÉVASION ET POUR LA JUSTICE FISCALE

- Renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale en donnant les moyens nécessaires à la justice financière par la suppression du « verrou de Bercy »
- Doublement de l'ISF et une réforme de l'impôt sur le revenu visant à renforcer nettement sa progressivité. Taxation à 100 % au dessus des 400 000€ nets de revenus par an (moins de 0,1 % de la population française concernée)
- Allègement de la fiscalité indirecte (TVA ; TICPE) qui pèse lourdement sur les ménages les plus modestes.
- Taxation au prorata des flux de clics reçus des plateformes numériques (Airbnb, Uber, Google, Facebook).
- Suppression du CICE et une réforme de l'impôt sur les sociétés autour du principe de la modulation de l'impôt en fonction de la taille de l'entreprise et de l'affectation des profits

DES SALAIRES QUI PERMETTENT DE BIEN VIVRE, DE MEILLEURES

RETRAITES

- Revalorisation de 23% du SMIC (1800 euros brut, 1700 euros net en fin de mandat) et augmentation en conséquence des salaires de chaque premier niveau des grilles de classification des différentes branches, dans le privé comme dans le public.
- Encadrement des rémunérations dans les entreprises (échelle de 1 à 20). Suppression des stock-options et interdiction des parachutes dorés.
- Transparence des avantages en nature dans la haute fonction publique et chez les hauts cadres des entreprises privées et publiques.
- De meilleures retraites autour d'un principe : un taux de remplacement de 75 % minimum pour les retraites et en aucun cas inférieur au SMIC revalorisé.
- Renégociation de l'indemnisation chômage avec comme objectif 80 % du salaire brut perçu au cours de l'activité antérieure.

II DE LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE AU RENOUVEAU DE LA POLITIQUE



LUTTES CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS ET GARANTIR L'ÉGALITÉ DES DROITS

- Reconnaissance de la citoyenneté de résidence, droit de vote des résidents étrangers aux élections locales.

- Levée d'interdiction de travailler des demandeurs d'asile et régularisation des sans-papiers.
- Refonte des politiques de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie.
- Droit d'adoption pour les LGBT, étendre la PMA à tous les couples de femmes.
- Lutte contre les contrôles aux faciès, contre toutes les discriminations.
- Amnistie des militants syndicaux.

SORTIR DU PRÉSIDENTIALISME ET REDONNER LA PRIMAUTÉ AU PARLEMENT

- Sortir du présidentielisme et redonner la primauté au Parlement : supprimer le domaine réservé du Président de la République (c'est à dire les pouvoirs exécutifs qu'il exerce et la présidence du Conseil des Ministres), dissocier élection présidentielle et législative.
- Maîtrise de l'ordre du jour du Parlement par les parlementaires. Contrôle organisé de l'action du gouvernement par le Parlement.
- Suppression du 49-3 et des dispositifs qui restreignent les pouvoirs du Parlement.

UN RENOUVEAU POLITIQUE : DE NOUVEAUX POUVOIRS AUX CITOYENS

- Stricte limitation du cumul et du renouvellement des mandats.
- Instauration de la proportionnelle à toutes les élections avec obligation de parité.
- Transformation du Sénat en une chambre composée de citoyens et d'élus locaux.
- Renforcement du contrôle des conflits d'intérêt

- Un statut protecteur pour les lanceurs d'alerte.
- Initiative législative et référendaire (nombre significatif réparti sur le territoire) et droit pétitionnaire pour les citoyens.
- Nouveaux pouvoirs d'intervention pour les fonctionnaires et usagers des services publics et pour les travailleurs dans l'organisation du travail comme sur les choix de gestion dans les entreprises (droit de veto suspensif des élus du personnel en cas de fermeture ou de délocalisation d'activité avant d'examiner les propositions des salariés, facilitation de la reprise des entreprises en coopératives par les salariés).

UNE NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE

- Conforter la commune comme le niveau essentiel de la vie démocratique.
- Rétablir la clause de compétence générale à tous les niveaux de collectivités et promouvoir la libre coopération entre collectivités autour de projets partagés.
- Fixer à la région l'ambition de contribuer à un nouveau mode de développement économique, agricole et urbain.
- Organiser la participation citoyenne au fonctionnement de toutes les collectivités territoriales (droit d'initiative, structures de participation, budget participatif, référendum local).

DROIT À LA VILLE, RURALITÉ ET ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

- Fin des politiques ciblées (zonage des quartiers dits sensibles, traitement stigmatisant de publics ciblés), suppression du ministère de la Ville et réorientation des politiques de droit commun vers l'accès au droit à la ville pour toutes et tous.

- Le renforcement des outils publics pour la maîtrise du foncier et le maintien de la fonction agricole des terres et l'attribution immédiate d'aides aux jeunes agriculteurs pour leur installation et leurs premiers équipements.
- Lancement de la troisième phase de rénovation urbaine pour une conception nouvelle de la ville, dense, ouverte, humaine, écologique et favorisant la cohésion entre les habitants et le vivre-ensemble.
- Un plan pluriannuel de développement des administrations publiques et services publics dans les territoires ruraux.

GARANTIR LE DROIT A LA JUSTICE, SON INDÉPENDANCE ET MODERNISER NOTRE SYSTÈME D'INCARCÉRATION

- Donner la priorité aux peines alternatives telle que la contrainte pénale pour les courtes peines et à l'aménagement des peines (suppression des peines planchers, aménagement obligatoire des peines de moins de trois ans...).
- Réouverture, en partie, des tribunaux abusivement fermés pour garantir une justice de proximité.
- Refonte de l'aide juridictionnel pour garantir le droit à la défense.
- Un plan de recrutement des personnels (surveillance, conseillers d'insertion et de probation).

PROMOUVOIR LE PLURALISME ET GARANTIR L'INDÉPENDANCE DES MÉDIAS

- Adopter une loi contre les concentrations dans la presse, les médias et l'audiovisuel pour les libérer des logiques financières.

III INVESTIR POUR DEMAIN



TRAVAIL ET EMPLOI : ON VAUT MIEUX QUE ÇA

- Abrogation de la loi travail et adoption d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation permettant à chaque salarié d'alterner les périodes d'emploi et les périodes de formation choisie sans perte de revenu et sans passer par le chômage.
- Reconstruction d'un grand service public de la formation continue.
- Limitation stricte du nombre d'intérimaires et de contrats précaires par entreprise à 5 % des effectifs dans les grandes entreprises et 10 % dans les PME : le CDI doit redevenir la norme des contrats d'embauche.
- Refonte du droit du travail comprenant notamment le rétablissement de la hiérarchie des normes et l'instauration de nouveaux pouvoirs des travailleurs sur l'organisation du travail comme sur les choix de gestion, le doublement des effectifs de l'inspection du travail.
- Négociations pour la réduction du temps de travail avec l'objectif du passage aux 32 heures hebdomadaire
- Supprimer les mesures d'extension du travail du

dimanche.

UN STATUT PROTECTEUR POUR LA JEUNESSE

- Revenu minimal pour les jeunes de 18 à 25 ans.
- Gratuité de l'éducation et des transports pour les jeunes, accès renforcé au logement social

CONSTRUIRE L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ

- Dans l'Éducation Nationale : revalorisation des salaires et des métiers, plan pluriannuel de création de postes, création d'un dispositif de pré-recrutement des enseignants sous statut de la fonction publique
- Rétablissement d'une carte scolaire contraignante et démocratiquement construite, sectorisation de l'enseignement privé.

SPORT, CULTURE, NUMÉRIQUE

- 1% du PIB réparti entre l'État et les collectivités locales pour la culture.
- Aller vers la gratuité des activités physiques et sportives.
- Abrogation des lois liberticides sur la surveillance administrative numérique de masse.

IV L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES MAINTENANT



- Créer un ministère de plein droit avec un budget dédié multiplié par 10 : comment accepter que les femmes continuent à gagner 23 % de moins que les hommes à poste équivalent, que cet écart monte à 47 % pour les retraités, que 216 000 femmes déclarent être victimes de violences conjugales chaque année ?
- Une éducation qui lutte contre les stéréotypes et les inégalités de genre dans la réussite scolaire.
- Garantir l'égalité salariale, lutter contre les temps partiels subis en garantissant un plancher minimal de 24 heures hebdomadaires et en mettant fin aux dérogations à cette obligation.
- Créer un service public de la petite enfance de la naissance à 5 ans avec possibilité d'entrer en maternelle à 2 ans pour les enfants dont les parents le souhaiteraient.
- Plan de rattrapage des retraites des femmes.
- Inscrire dans la constitution le droit à l'IVG comme droit fondamental des femmes. Augmentation des moyens humains et financiers qui sont consacrés à l'Interruption Volontaire de Grossesse.
- Assurer la gratuité et la meilleure accessibilité des moyens contraceptifs
- Interdiction de la GPA (Gestation pour Autrui)

V UNE FRANCE PROTECTRICE ET SOLIDAIRE

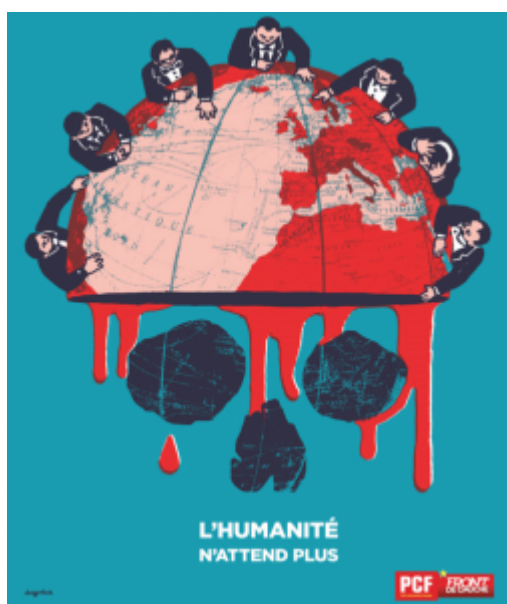


LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA RELANCE DES SERVICES PUBLICS

- Un plan d'urgence contre l'exclusion et la grande pauvreté : suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, interdiction des coupures d'énergie et d'eau, des expulsions locatives et de la privation de restauration scolaire pour cause de précarité.
- Renforcement du maillage des services publics, en particulier dans les territoires suburbains et ruraux.
- Gestion démocratique et participative des services publics avec élus, personnels, usagers.
- Fin de la baisse de dotations aux collectivités locales qui doivent retrouver progressivement des ressources fiscales autonomes.
- Construction de 200 000 logements par an et renforcement de la loi SRU.
- Augmentation de la taxe sur les logements vacants et les résidences secondaires.
- Renforcement de l'encadrement des loyers.
- Abrogation des lois de libéralisation du rail, de la loi Macron.
- Nationalisation des autoroutes.

- Reconquérir la prise en charge à 100 % des soins par la Sécurité Sociale en commençant par la prise en charge à 80 % pour tous et à 100 % pour les jeunes de moins de 25 ans.
- Garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein.
- Abrogation des lois Bachelot et Touraine pour la santé et l'hôpital public.
- Suppression de la tarification à l'activité.
- Développement des centres de santé de proximité.
- Création d'un pôle public du médicament.
- Adoption d'une nouvelle loi cadre sur le handicap qui prenne en charge l'accessibilité du bâti, l'accompagnement et l'accueil à l'école publique, l'intégration professionnelle et qui prévoit un revenu de remplacement équivalent au SMIC pour des personnes qui seraient dans l'incapacité de travailler.
- Création d'un service public de l'autonomie pour les personnes âgées.

VI PRODUIRE AUTREMENT ET PROTÉGER LA PLANÈTE



IMPULSER UN NOUVEAU MODE DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

- Élaborer un plan de développement d'une vingtaine de filières industrielles stratégiques pour une nouvelle industrialisation. 1 million d'emplois seront créés dans les filières d'avenir : énergie, et notamment les énergies renouvelables, l'automobile propre, transports urbains et ferroviaires, rénovation thermique des bâtiments, aérospatiale, réparation navale, agriculture paysanne, économie circulaire et des matières recyclées.
- Moratoire immédiat sur les licenciements, les fermetures de site, les cessions ou externalisations de sites ou de services, les délocalisations.
- Favoriser le développement du modèle coopératif.

PLAN D'URGENCE POUR LE CLIMAT ET LA QUALITÉ DE L'AIR

- Transférer le transport des marchandises vers le fret ferré, développer le ferroutage et les voies navigables.
- Augmenter le montant des aides financières afin d'accélérer considérablement l'isolation et la rénovation thermique des bâtiments et logements anciens avec un objectif de 500 000 rénovation par an.
- Favoriser les circuits courts agricoles comme industriels (produire local, relocaliser).

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, GARANTIR LE DROIT A L' ÉNERGIE ET A L'EAU

- Agir pour créer des groupes publics européens en matière d'énergie, de transport, de télécommunications, de recyclage et de traitement des déchets, de médical, d'aérospatiale.
- Création d'un pôle public de l'énergie.
- Un engagement fort dans la recherche (captage des CO2,

stockage de l'électricité, sûreté nucléaire) et la création de filières nationales.

- Service public national déconcentré de l'eau et des déchets pour accompagner les compétences des collectivités dans la création de régies publiques démocratiques ou de sociétés coopératives d'intérêt collectif de l'eau et de la gestion des déchets.
- Interdiction de l'exploitation des gaz de schistes.

ENCLANCHER LA TRANSITION DE NOTRE MODÈLE AGRICOLE

- Encadrement des marges de la grande distribution sur les produits agricoles. Prix minimum garanti aux agriculteurs. Conférence annuelle avec des négociations interprofessionnelles par production.
- Création d'un fonds de soutien à l'agriculture paysanne aux

filières relocalisés, courtes, vivrières, de proximité et écologiques.

- Une agriculture sans OGM, autonome en ressources non renouvelables et participant à la santé publique et à la lutte contre le réchauffement climatique.

PRÉSERVER LES RESSOURCES NATURELLES

- Interdire toute appropriation de la biodiversité, la brevetabilité du vivant.
- Impulser un nouveau processus de co-élaboration démocratique des projets d'infrastructures.

VII À L'OFFENSIVE POUR CHANGER L'EUROPE ET LE MONDE



INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT COMMUN

- Une conférence annuelle pour la restructuration des dettes des États, annulation partielle et révision des conditions de remboursement.
- Action pour l'abrogation du traité budgétaire européen (TSCG).
- Création d'un fonds européen de développement solidaire et écologique abondé par la BCE.
- Initiative de la France pour un sommet européen engageant une révision complète de la politique économique et monétaire contenue dans les traités, des statuts et missions de la BCE, des critères du crédit...
- Organisation du « Cop » fiscale pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscale.

L'HUMAIN AU CŒUR DES POLITIQUES EUROPÉENNES

- Organisation d'un sommet social européen avec les représentants du monde du travail pour obtenir l'abrogation de la directive des travailleurs détachés, la mise en place de visas sociaux et environnementaux pour les entreprises souhaitant entrer sur les marchés

européens.

- Préserver de la concurrence les secteurs répondant aux besoins humains élémentaires (logement, santé, transports, protection des éco-systèmes).
- Refonte de la PAC avec comme ambitions la sécurité et la souveraineté alimentaire, une agriculture paysanne non soumise aux logiques productivistes, la garantie de prix rémunérateurs et d'une nourriture de qualité, saine et variée, accessible au juste prix.

UNE EUROPE DES PEUPLES ET DES NATIONS, LIBRES, SOUVERAINS ET ASSOCIÉS

- Lancement d'une consultation nationale inédite en vue de la rédaction d'un nouveau traité avec les forces politiques, les élus locaux, les syndicats, les ONG, monde associatif, projet de nouveau traité européen qui serait soumis par référendum aux français et qui constituerait le mandat de la France pour la scène européenne.
- Garantir les choix souverains des peuples contre les coups d'état financiers et austéritaires de l'Europe.
- Vote au Parlement national d'un mandat de l'exécutif pour chaque sommet européen.

L'EUROPE MOTEUR DU CHANGEMENT MONDIAL

- Abandon des négociations TAFTA, CETA, TISA et ouverture d'une réflexion pour des traités internationaux de maîtrise des échanges pour le développement de biens communs partagés.
- Tenue d'une conférence européenne pour la paix et le désarmement, pour faire de l'Europe un espace libéré de l'emprise de l'OTAN, exempt d'armes nucléaires, pour diminuer et contrôler la vente d'armes.

ASSURER NOTRE SÉCURITÉ QUOTIDIENNE ET AGIR CONTRE L'INSÉCURITÉ INTERNATIONALE ET LE TERRORISME

- Donner les moyens nécessaires pour assurer la sécurité quotidienne de nos concitoyens, la présence humaine.
- Abandon de la stratégie de « guerre au terrorisme » qui a renforcé les groupes terroristes ces dernières années et refonte de la politique étrangère de la France.

PROMOUVOIR LA CULTURE DE LA PAIX POUR EN FINIR AVEC LE « CHAOS MONDIAL »

- Promouvoir une politique de paix, agir pour le désarmement nucléaire, la dissolution de l'OTAN, la reconnaissance de l'État Palestinien.
- Œuvrer à donner à l'ONU ses moyens de sa mission initiale affirmée dans sa charte.
- Faire reculer les logiques de privatisation, de libre-échange, d'exploitation des peuples du sud.
- Une défense nationale garantissant notre indépendance et au service de la paix.

UN PLAN AMBITIEUX POUR RÉSOUDRE LA CRISE MIGRATOIRE

- Engager un plan d'aide et d'accueil des réfugiés à hauteur de 4 milliards d'euros dont au moins de 2 milliards pour les collectivités.
- Relancer l'aide publique au développement avec le respect des promesses la portant à 0,7 % du PIB et monter progressivement cette aide à 1 %.
- Respect absolu de la convention de Genève sur les réfugiés politiques et création de deux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatiques.
- Abrogation des règlements Dublin I et II qui organisent

l'Europe forteresse, les déplacements mortels des migrants.

- Régularisation des sans-papiers et refonte de la politique des visas en France.
-

Notre combat : l'unité de la gauche de progrès !

Notre combat : l'unité de la gauche de progrès !

« Quand les blés sont sous la grêle

Fou qui fait le délicat

Fou qui songe à ses querelles

Au cœur du commun combat »

Ces vers fameux d'Aragon, tirés du poème « La Rose et le réséda » daté de 1943 célébrant l'unité de la Résistance nationale, résonnent aujourd'hui avec beaucoup de force dans une période caractérisée par une montée des périls multiforme. La macronisation ou vallsisation d'une partie de la gauche signifie une politique mise au service du patronat, dure aux pauvres et aux services publics. Le programme ultra-libéral de François Fillon, le candidat des prétendus « Républicains », menace de détruire des conquêtes sociales fondamentales et notamment ce qu'il reste de la mise en application du programme du Conseil National de la Résistance au profit d'une vision strictement marchande et individualiste de la société. Enfin la dangereuse progression des idées xénophobes et de l'extrême-droite est très inquiétante.

Face à ces dangers sans précédent, nous sommes convaincus que la déroute de la gauche aux élections présidentielles et législatives 2017 n'est pas inscrite dans le marbre, à condition de montrer qu'une autre politique de gauche est possible. Nous croyons qu'il est nécessaire de transformer profondément notre République pour la démocratiser, qu'il faut en finir avec la monarchie présidentielle, l'austérité, les

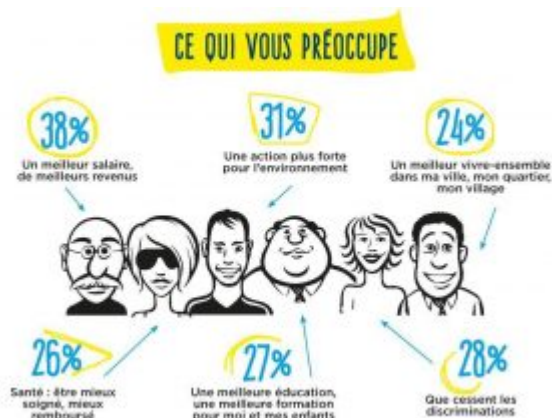
politiques libérales et capitalistes qui mènent notre société dans le mur.

La France en commun

C'est pourquoi les communistes ont fait le choix majoritaire de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon tout en faisant une campagne autonome sur notre projet « La France en commun » et à partir du bilan de nos parlementaires qui à l'Assemblée et au Sénat ont constitué par leur action combative le pivot de l'opposition de gauche à la politique de Hollande et Valls.

C'est l'intérêt de notre peuple, notre intérêt à tous, et particulièrement aux dominés, aux victimes du libéralisme et du capitalisme, qui nous a guidés pour choisir l'option la plus capable de qualifier un candidat authentiquement de gauche pour le second tour de la Présidentielle, un candidat capable de tourner le dos à des années de politiques libérales pour remettre en route le progrès social, écologique, démocratique.

La candidature de Jean-Luc Mélenchon est aujourd'hui installée dans le paysage politique, c'est la meilleure carte dans les mains des Français.es qui veulent d'une politique de gauche. Mais, quelque soit le scénario du premier et du second tour des Présidentielles, nous ne pourrons constituer une majorité de gauche dans ce pays qu'en nous rassemblant aux Législatives et en particulier en unissant toutes les forces de gauche qui ont combattu la loi travail, la loi Macron, l'austérité, la déchéance de nationalité, la politique de Hollande et Valls.



L'unité : une nécessité

Or, dans le Finistère, les appels du Parti Communiste à l'unité à la gauche du PS, les rencontres avec le Parti de Gauche, des groupes France Insoumise, EELV, l'UDB, le NPA, n'ont pas débouché, du côté de nos interlocuteurs, sur des

désirs de construction commune aux législatives, malgré nos offres de rassemblement. Nous le regrettons mais nous ne nous y résignons pas.

Nous qui avons renoncé à présenter un candidat aux Présidentielles pour ne pas ajouter de l'émiettement à gauche ne pouvons qu'inviter nos partenaires avec qui nous partageons beaucoup d'objectifs et de combats communs à réfléchir à deux fois avant de préparer un naufrage aux élections législatives. Les enjeux d'unité sont trop importants ! La division des forces de gauche conduirait à un suicide collectif !

En particulier, il serait incompréhensible pour les électeurs que *France Insoumise*, créé par Jean-Luc Mélenchon pour soutenir sa candidature présidentielle quand il est sorti du Front de Gauche, présente dans toutes les circonscriptions des candidats sans se soucier de trouver des terrains d'entente et des solutions de rassemblement avec les ex-partenaires du Front de Gauche, dont le Parti Communiste, parti qui à gauche compte aujourd'hui le plus d'adhérents en France.

Face à la montée des périls, pour vaincre l'abstention, la résignation, l'indifférence ou le dégoût de la politique, il nous faut privilégier les objectifs d'intérêt général essentiels plutôt que les sectarismes, les ambitions d'affirmation partisane et mettre au premier plan l'unité pour *L'Humain d'abord*.

Nous ne ferons pas partie de l'orchestre du *Titanic* qui continue à jouer sa partition comme d'habitude quand le paquebot commence à couler...!

Le 12 janvier 2017.

Communiqué de la Fédération du PCF Finistère

Bonne année 2017 à toutes et tous

*« Quand les blés sont sous la grêle
Fou qui fait le délicat*

*Fou qui songe à ses querelles
Au cœur du commun combat »*

(Aragon, *La Rose et le réséda* – 1943)

Point presse – cérémonie des vœux de la Fédération du Finistère du PCF, samedi 21 janvier, 11 h – 6 rue André Berger à Brest.



La fédération du PCF vous invite, ainsi que ses militants et des représentants de forces syndicales, associatives, politiques à gauche, du département aux

vœux de la fédération du Finistère du PCF le samedi 21 janvier à 11h

dans les locaux au 6 rue André Berger à BREST

(parallèle à la rue Jean Jaurès, perpendiculaire à la rue Henri Moreau où se trouve le local de la fédération) dans la salle utilisée par la section de Brest.

Un pot de l'amitié sera offert à l'issue des discours politiques et de bonne année **d'Ismaël Dupont**, secrétaire départemental, et de **Xavier Compain**, secrétaire régional du PCF Bretagne, membre du comité national du PCF en charge de secteur agriculture, pêche, forêt, récente tête de liste du Front de Gauche aux élections régionales.

Au nom de la fédération du Finistère du PCF, je vous souhaite une bonne année 2017.

Cordialement,

Bloavez Mad

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF (06 20 90 10 52)

Fédération du Parti Communiste du Finistère – 5, rue Henri

SMIC: « La décision du gouvernement est lamentable »

SMIC: «La décision du gouvernement est lamentable »



La ministre du Travail Myriam El Khomri vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de coup de pouce pour le SMIC en 2017. Cette décision du gouvernement est lamentable. L'indifférence du quinquennat Hollande à l'égard des salariés-es les plus modestes est indigne d'un gouvernement de gauche. Les coups de pouce aux grands patrons se sont multipliés comme en témoignent les 41 milliards d'euros du CICE qui, loin d'avoir le moindre effet positif sur l'emploi, viennent nourrir les dividendes record versés aux actionnaires, les retraites-chapeau et autres parachutes dorés. Le PCF propose une augmentation immédiate de 23 % du SMIC pour le porter à 1400 euros net environ et une progression visant 1700 euros net à la fin du prochain quinquennat.

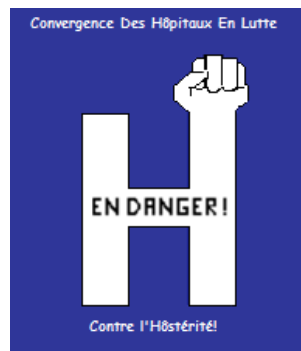
Pierre Laurent

Bloavez mad d 'an holl !

Bloavez mad d 'an holl !

Meilleurs vœux à toutes et à tous ! et surtout la santé !

En effet le projet de François Fillon suscite une levée de boucliers chez les citoyens de gauche comme de droite, quasiment unanimes à s'y opposer. S'ils sont demandeurs d'une réforme du système, celle-ci doit servir selon eux à le rendre plus efficace et plus juste, et non à détricoter le remboursement des soins. Heureusement « L'idée que la santé est un bien commun, pas une marchandise, reste ancrée dans l'ADN social. »



Pétition. Pour la Sécurité Sociale

Les soussignés tiennent à manifester leur attachement à la Sécurité sociale, moyen le plus juste et le plus efficient pour un système de santé solidaire, seul à même de garantir l'égalité de toutes et de tous face à la maladie. Pour maintenir la solidarité entre les bien portants et les malades, entre les plus jeunes et les plus vieux, entre les personnes ayant des niveaux de revenus différents, la Sécurité sociale doit continuer à rembourser non seulement les affections graves et les maladies de longue durée mais aussi les soins courants, préventifs et curatifs, dès lors qu'ils sont justifiés et que les traitements prescrits ont une efficacité démontrée.

Les économies doivent être faites sur les traitements inefficaces, les prescriptions injustifiées et les hospitalisations évitables (soit plus de 20% des dépenses), sur le prix parfois exorbitant et non justifiable des médicaments et dispositifs médicaux nouveaux, sur le coût de la gestion du système de santé (les frais de gestion des mutuelles et compagnies d'assurances représentent 20% de leur chiffre d'affaires contre 6% pour la Sécurité sociale). La prévention doit être développée.

Nous demandons au futur président de la République de garantir pour le prochain quinquennat le niveau actuel de remboursement des soins par la Sécurité sociale . [Signer la pétition](https://www.change.org/p/pour-la-securite-sociale) <https://www.change.org/p/pour-la-securite-sociale>

Des communistes à l'offensive en 2017

Suite au vote des communistes de fin novembre, le PCF soutient la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Ce vote est intervenu après des débats internes sereins, riches, contradictoires mais apaisés.

L'option 2, celle d'une candidature communiste, rétractable en cas d'unité à gauche, avait aussi sa légitimité.

Les communistes, en Finistère, comme partout dans notre pays, entendent faire une campagne dynamique, autonome, pour la présidentielle mais en n'oubliant pas les élections législatives de juin.

C'est à l'Assemblée Nationale que l'on vote les lois.

Le PCF et ses militants cherchent toujours à promouvoir l'unité à gauche, sur des bases de progrès social et d'un pacte d'engagements communs qui vise de nouveaux droits (sécurité emploi formation, accès à la Santé pour tou.te.s...), la lutte prioritaire contre le chômage, la précarité, pour des services publics efficaces au service de toutes les populations, la prise de pouvoir citoyen sur les marchés financiers, des politiques respectueuses de l'environnement et la recherche de la paix en Europe et dans le monde.

C'est dans un cadre d'unité avec les citoyen.ne.s et les autres forces de progrès social et écologique, que nous mettrons en échec les politiques d'austérité imposées par Hollande, Valls et Macron et les marchés financiers qui favorisent le retour de la droite dure et de l'extrême droite.

Les communistes posent cette question simple, dans le temps de la campagne présidentielle :

de quel.le député.e de gauche le peuple a-t-il besoin ?



Les initiatives communistes se poursuivent par le combat législatif. [Mercredi 11 janvier, les sénateurs communistes déposent une proposition de loi d'abrogation de la loi El Khomri](#) promulguée à coups de 49.3 contre le peuple, les syndicats et la majorité parlementaire.